



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Trente-cinquième session

1-4 septembre 2020¹

**Déclaration au sujet des résultats de la deuxième Réunion conjointe
de la FAO et des ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres
de la Communauté du Pacifique (CPS)**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

APRC@fao.org

¹ La session devait initialement avoir lieu à Thimphou (Bhoutan), du 17 au 20 février 2020.

Introduction

1. La deuxième Réunion conjointe de la FAO et des ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de la Communauté du Pacifique (CPS) s'est tenue à Apia (Samoa) le 4 octobre 2019, au centre de conférence TATTE. Elle a été organisée conjointement par la FAO et la CPS. Y ont participé des ministres des Fidji, des Îles Cook, des Îles Salomon, de Kiribati, de Nioué, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Polynésie française, du Samoa, des Tokélaou, des Tonga et du Vanuatu, et des chefs de délégation d'Australie, de Guam, des Îles Marshall, des Îles Wallis-et-Futuna, de Nauru, de Nouvelle-Calédonie, de Nouvelle-Zélande, des Palaos, des Samoa américaines et des Tuvalu.

2. Étaient également présents, en qualité d'observateurs, des représentants du Centre australien de recherche agronomique internationale (ACIAR), de l'Agence de biosécurité des Fidji (BAF), du Consortium des centres internationaux de recherche agronomique (Consortium CGIAR), de l'Université du Queensland central, du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), du Ministère des affaires étrangères et du commerce d'Australie (DFAT), de l'Office allemand de la coopération internationale (GIZ), de Kolone Vaai and Associates (KVA Consult), de la Communauté internationale de la noix de coco, du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l'Agence japonaise de coopération internationale, de Landcare (Nouvelle-Zélande), de l'Université Lincoln (Nouvelle-Zélande), du Programme d'accès aux marchés horticoles et agricoles du Pacifique (PHAMA Plus), de l'Association des organisations non gouvernementales des îles du Pacifique (PIANGO), de Plant & Food Research (Nouvelle-Zélande), de l'Association des agriculteurs du Samoa (SFA), de l'Association des producteurs de noix de coco de Savaii, de l'Organisation de recherche scientifique du Samoa (SROS), de l'Association des agriculteurs des Tonga, de l'Université de technologie de Sydney, de l'Université de la Sunshine Coast, de l'Université du Pacifique Sud, de Women in Business Development Inc. (WIBDI), de la Banque mondiale, de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture des Îles Wallis-et-Futuna (CCIMA) et du Programme alimentaire mondial (PAM).

3. La réunion a commencé par une prière, dirigée par le révérend Maauga Motu, puis un message vidéo du Directeur général de la FAO, M. QU Dongyu, a été diffusé. Mme Fiame Naomi Mataafa, Première Ministre par intérim du Samoa, a prononcé l'allocution d'ouverture.

4. M. Lopao Natanielu Mua, Ministre de l'agriculture et des pêches du Samoa, qui présidait la réunion, a souhaité la bienvenue aux participants.

5. Mme Audrey Aumua, Directrice générale adjointe de la CPS, et Mme Kundhavi Kadiresan, Représentante régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, ont prononcé de courtes allocutions.

Nouer des partenariats pour mettre en place des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition dans les îles du Pacifique

6. Les participants ont pris note des progrès accomplis dans l'élaboration du Cadre d'action conjoint pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région Pacifique (dénommé ci-après le Cadre d'action conjoint) et des résultats du Forum sur les systèmes alimentaires du Pacifique tenant compte de la nutrition, organisé par la FAO, qui appelaient à la tenue d'un symposium de haut niveau sur la nutrition et les systèmes alimentaires dans la région. Les ministres ont demandé à la FAO de consulter ses partenaires au sujet des domaines prioritaires sur lesquels il convenait d'axer ce symposium.

7. Les participants étaient favorables au Cadre d'action conjoint, considéré comme le cadre de partenariat et le mécanisme de coordination de référence permettant de faire en sorte que les systèmes alimentaires des îles du Pacifique tiennent compte de la nutrition.

8. Il a été convenu qu'un sous-ensemble du Cadre d'action conjoint, qui refléterait la coopération entre la FAO et la CPS, servirait de base à un plan de partenariat stratégique pour la collaboration entre ces deux organisations.

9. Les participants ont pris note des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre de programmation commun pour les pays du Pacifique (2018-2022), qui contribue de manière spécifique au Cadre d'action conjoint.

10. La liste indicative des projets du Programme de coopération technique en préparation pour la période allant d'octobre 2019 à décembre 2020 a été adoptée.

L'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA) dans le Pacifique

11. Les participants ont pris note de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (KJWA), adoptée au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

12. Les participants ont approuvé l'élaboration par les pays insulaires du Pacifique, avec l'appui de la FAO et de la CPS, de contributions à la KJWA qui tiennent compte du contexte régional pour ce qui est des effets du changement climatique sur l'agriculture. Ils ont pris acte des recommandations découlant de l'atelier consultatif régional sur la KJWA, tenu à Nadi du 22 au 25 juillet 2019, et y ont souscrit.

13. Les participants ont noté qu'un atelier intersessions sur la KJWA devait avoir lieu à Christchurch (Nouvelle-Zélande) en février 2020, mais avait été reporté en raison de la pandémie de covid-19.

Chefs des services agricoles et forestiers

14. Les participants ont noté et accueilli favorablement les informations fournies dans le document relatif au rapport des chefs des services agricoles et forestiers, y compris les progrès accomplis depuis la première réunion extraordinaire des chefs des services agricoles et forestiers, tenue en 2017, et la première Réunion conjointe de la FAO et des ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de la CPS. Les résultats de la réunion des chefs des services agricoles et forestiers figurent à l'annexe 1.

Activités prévues dans le Pacifique au titre de l'Année internationale de la santé des végétaux (2020)

15. Les participants ont souligné l'importance des activités relatives à la santé des végétaux dans la région et de leur contribution aux objectifs de développement durable (ODD). Ils se sont dits satisfaits de la collaboration et de la représentation dans le domaine de la santé des végétaux aux niveaux national, régional et international.

16. Les participants se sont engagés à prêter un appui à l'Année internationale de la santé des végétaux (2020) dans la sous-région Pacifique et ont pris note de l'appel à la mobilisation régionale pour les plans d'intervention d'urgence et l'assistance technique.

Création d'une plateforme stratégique et coordonnée pour les futures éditions de la Semaine de l'agriculture dans le Pacifique

17. Les participants ont souscrit à l'idée de faire mieux connaître la Semaine de l'agriculture dans le Pacifique, de sorte que celle-ci soit considérée comme la manifestation biennale de référence en matière agricole dans la sous-région Pacifique.

18. Un Groupe de travail sur la Semaine de l'agriculture dans le Pacifique a été créé et chargé de formuler une vision, de définir les modalités des manifestations, des réunions de fonctionnaires et du segment ministériel, et de superviser l'organisation. Ce groupe de travail est composé de la FAO, de la CPS, des pays ayant assuré ou assurant actuellement la présidence de la réunion (Vanuatu et Samoa), ainsi que de l'Australie, des Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il lui a été demandé d'élaborer un projet d'orientations et de règlement pour la Semaine de l'agriculture dans le Pacifique, y compris le segment ministériel et les diverses manifestations, en mars 2020 au plus tard afin de recueillir des observations, sachant que ce document devait être approuvé en juin 2020, au plus tard.

19. Les participants ont pris note du fait que le Groupe de travail ferait rapport sur ses activités à la troisième réunion des ministres de l'agriculture et des forêts du Pacifique.

Questions diverses

20. Les ministres ont pris acte du fait que, lors d'une réunion tenue la veille à huis clos, les Membres de la FAO s'étaient penchés sur les questions liées à la décentralisation et s'étaient entendus sur une position commune, qui serait communiquée à l'Organisation. Les participants ont accepté de joindre le compte rendu de leur réunion au présent document (annexe 2). La FAO n'a pas eu connaissance du contenu des débats et attendra donc la communication des ministres.

21. La Polynésie française a exprimé son souhait de devenir un membre associé de la FAO, en précisant que les îles du Pacifique constituaient une famille indivisible.

Lieu de la prochaine réunion

22. Les participants ont accepté la proposition du Gouvernement des Fidji d'accueillir la troisième édition de la Semaine de l'agriculture dans le Pacifique et la troisième Réunion conjointe de la FAO et des ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de la CPS, en 2021.

Remerciements

23. Les délégués ont exprimé leur profonde gratitude au Gouvernement et au peuple du Samoa pour avoir accueilli dans d'excellentes conditions la Réunion conjointe de la FAO et des ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de la CPS, ainsi que pour l'aimable hospitalité dont ils ont bénéficié à Apia.

Annexe 1

Rapport de la réunion régionale des chefs des services agricoles et forestiers du Pacifique

Les chefs des services agricoles et forestiers du Pacifique souhaitent appeler l'attention sur les questions suivantes, qui ont été soulevées lors de leur réunion des 1^{er} et 2 octobre 2019. Les chefs des services agricoles et forestiers du Pacifique:

1. Ont adopté le plan d'activité de la Division des ressources foncières de la CPS, en prenant note du fait qu'il était convenu que cette entité ferait rapport chaque année aux pays membres;
2. Étaient favorables à l'approche de la CPS qui consistait à prêter des services souples et adaptés aux besoins particuliers de chacun des pays membres, sachant que ceux-ci nécessitaient des niveaux d'appui différents;
3. Se sont félicités de l'intention de la CPS de continuer à renforcer ses capacités dans les domaines de l'analyse économique, des statistiques, de la conception expérimentale et de l'analyse de données, et encouragent la CPS à collaborer activement avec des spécialistes compétents dans les pays membres, avec les autres partenaires du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CROP) et les partenaires de développement, afin de diffuser et d'étendre une culture de la pratique et de l'utilisation de ces outils. Il convient notamment, à cet égard, d'améliorer les services de laboratoire de façon à garantir la qualité des analyses concernant les sols, les végétaux, les aliments pour animaux et la sécurité sanitaire des aliments dans le Pacifique;
4. Ont souscrit à la proposition de participer à la suite donnée, à l'échelle de la sous-région Pacifique, à la déclaration de l'Année internationale de la santé des végétaux (2020) dans le cadre d'un programme intégré à plus long terme relatif à la santé des végétaux;
5. Se sont dits profondément préoccupés par les faibles capacités en matière de gestion et de surveillance des zoonoses et de la santé animale et exhortent la CPS à développer aussi rapidement que possible les services de santé animale, en prenant tout particulièrement note de la nécessité de disposer de services vétérinaires;
6. Se sont félicités de la poursuite des travaux visant à faire du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique un centre d'excellence, y compris de l'intégration du Centre de semences d'arbres du Pacifique;
7. Ont salué les initiatives menées au titre du programme intégré Pacific Seeds for Life (PS4L), qui contribue à la feuille de route sur les systèmes semenciers du Pacifique, dont l'objectif est de poursuivre les travaux avec les pays membres dans le domaine des politiques nationales relatives aux systèmes semenciers;
8. Ont appelé à renforcer la résilience face aux risques de catastrophe en mettant davantage l'accent sur la reproduction des plantes vivrières, ainsi que sur la préservation et la gestion des semences de variétés végétales traditionnelles, afin de construire un système alimentaire durable et d'atteindre les cibles régionales de santé publique ayant trait aux maladies non transmissibles et à la malnutrition;
9. Ont appelé à inclure la mesure des nutriments dans les processus de sélection végétale, outre les caractéristiques de résistance au climat, aux organismes nuisibles et aux maladies et le critère de productivité. Ils ont encouragé la CPS à poursuivre le dialogue avec les partenaires de développement au sujet de cet outil important, afin que la priorité soit accordée aux travaux à l'appui d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable dans le Pacifique;

10. Ont pris acte du fait que l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture avait été lancée à la COP23 et de son importance cruciale pour le secteur agricole en tant que plateforme vouée à améliorer la participation des pays, et ont exhorté la CPS à faciliter et à promouvoir une participation active des chefs de file du secteur agricole à la KJWA, ainsi que pour ce qui est d'exploiter les possibilités offertes par la COP pour mettre en lumière les questions liées au changement climatique, à l'agriculture et aux forêts.

11. Étaient favorables au renforcement de la place des femmes et des jeunes dans l'agriculture et à la création de canaux permettant une participation plus volontariste aux fins de l'amélioration des moyens d'existence dans le Pacifique, et ont approuvé les orientations formulées dans le document de travail 5.3 en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale dans l'agriculture et le développement rural, à savoir:

- i) approfondir la connaissance du rôle et des besoins des femmes dans les secteurs agricoles et ruraux;
- ii) mettre en œuvre des politiques, des programmes et des services qui tiennent compte des questions de parité hommes-femmes;
- iii) favoriser l'autonomisation des femmes rurales dans toute leur diversité et la protection de leurs droits.

12. Ont souligné l'importance des partenariats stratégiques, qui permettent de veiller à ce qu'il existe des programmes de travail totalement intégrés et des processus convenus entre les partenaires. Les chefs des services agricoles et forestiers ont souscrit à l'idée d'adopter une approche conjointe pour la prochaine réunion et ont encouragé la FAO et la CPS à clarifier les modalités de travail;

13. Ont approuvé les orientations présentées dans le document de travail 5.2, qui concernaient la participation de la société civile, et:

- i) acceptent les raisons justifiant que la Division des ressources en terres recommande l'octroi du statut d'observateur à un mécanisme de représentation de la société civile;
- ii) offrent aux représentants de la société civile des possibilités clairement définies de formuler des observations sur l'intention stratégique des chefs des services agricoles et forestiers et sur les conséquences de celle-ci pour les agriculteurs familiaux et les autres petits producteurs;

14. Ont souscrit à l'appel visant à élargir le rôle de la Semaine de l'agriculture dans le Pacifique et demandent aux ministres de communiquer de nouveaux avis au sujet de la composition du groupe de travail;

15. Ont recommandé de mobiliser davantage de ressources afin de faire en sorte que les services de la Division des ressources en terres soient prêtés efficacement par l'intermédiaire de programmes intégrés;

16. Ont pris note de l'appel à l'établissement de cibles nationales ambitieuses mais réalistes en matière de restauration des forêts et des paysages, selon une approche intégrée au service d'écosystèmes en bonne santé, et invitent les ministres à soutenir ces activités, qui concourront aux contributions déterminées au niveau national (CDN) et à la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts.

Annexe 2

Résultats de la retraite ministérielle organisée par la FAO dans le Pacifique (3 octobre 2019)

Sheraton Samoa Aggie Grey's Hotel and Bungalows, Apia (Samoa)

1. La retraite ministérielle organisée par la FAO dans le Pacifique s'est déroulée à Apia (Samoa), le 3 octobre 2019, en marge de la Semaine de l'agriculture dans le Pacifique (30 septembre-4 octobre 2019). Elle a été présidée par M. Lopao'o Natanielu Mu'a, Ministre de l'agriculture et des pêches du Samoa. Étaient présents Mme Vainetutai Rose Brown (Îles Cook), MM. Mahendra Reddy et Osea Naiqamu (Fiji), M. Alexander Teabo (Kiribati), M. Dalton Tagetagi (Nioué), M. Koni Iguan (Papouasie-Nouvelle-Guinée), M. Ishmael Mali Avui (Îles Salomon), M. Kelihiano Kalolo (Tokélaou) et Mme Losaline Maasi (Tonga), ainsi que les hauts fonctionnaires suivants: M. Matthew Worrell (Australie), Mme Iva Reimers-Roberto (Îles Marshall), Mme Karen Adair (Nouvelle-Zélande), M. Frenando Sengebau (Palaos), Mme Ethel Tebengi Frances (Îles Salomon) et M. Tilafono David Hunter (Samoa).
2. Les participants ont pris acte du fait qu'il n'y avait pas d'ordre du jour officiel et ont salué l'occasion qui leur était offerte de se réunir pour examiner les questions ci-après: a) le réseau de bureaux décentralisés dans la sous-région Pacifique et b) l'amélioration de la représentation/participation du Pacifique au sein des comités pertinents de la FAO.

Le réseau de bureaux décentralisés dans la sous-région Pacifique

3. Le Président a rappelé la session des pays insulaires du Pacifique sur le Dialogue de Talanoa qui s'était tenue le 25 juin 2019 au Siège de la FAO, à Rome (Italie), au cours de laquelle des questions relatives à la décentralisation avaient été soulevées et débattues, et en a effectué un bref résumé. Plus particulièrement, les participants avaient exprimé des préoccupations au sujet de la scission qui risquait de s'opérer entre les pays insulaires du Pacifique du fait des efforts destinés à renforcer la décentralisation dans le cadre de la réforme de la FAO. Cela risquait d'affaiblir l'unité et la voix du Pacifique à la FAO et dans d'autres enceintes mondiales, et d'avoir des effets négatifs sur le financement, l'affectation des ressources et l'appui dont bénéficiait la sous-région.
4. Par ailleurs, les participants ont rappelé la trente-quatrième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, tenue en avril 2018 aux Fidji, lors de laquelle ces questions propres au Pacifique avaient été soulevées et débattues. En conclusion, les participants à la Conférence régionale avaient *«reconnu qu'il convenait de se pencher sur les travaux de la FAO visant à apporter aux Membres l'appui dont ils avaient besoin, en consultation avec les gouvernements des pays concernés, compte tenu des problèmes spécifiques intéressant la région du Pacifique et en accordant suffisamment de temps aux consultations»*.
5. Les participants ont reconnu que l'action de la FAO dans les 14 pays insulaires du Pacifique demeurait un défi, en dépit des efforts déployés actuellement pour renforcer la présence de l'Organisation dans le Pacifique par l'intermédiaire de son Bureau sous-régional au Samoa. Ils ont rappelé que, tel que recommandé à la trente-troisième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, un fonctionnaire international de la FAO avait été affecté en Papouasie-Nouvelle-Guinée et quatre assistants du Représentant de la FAO avaient été nommés, aux Fidji, aux Îles Salomon, aux Tonga et au Vanuatu.

6. Les participants ont également pris note du fait qu'il était envisagé d'aider les pays du Pacifique Nord (États fédérés de Micronésie, Îles Marshall et Palaos) par l'intermédiaire de bureaux à accréditation multiple (Philippines) et de faire du bureau de Papouasie-Nouvelle-Guinée un bureau de représentant de la FAO à part entière, doté d'une accréditation multiple pour les Îles Salomon et le Vanuatu.

7. Tout en étant conscients des besoins et des priorités de développement propres à chaque pays insulaire du Pacifique, y compris les facteurs de vulnérabilité, les participants se sont accordés sur le fait que les pays insulaires du Pacifique étaient plus forts ensemble, lorsqu'ils formaient un groupe et une famille unis, et n'étaient pas favorables aux modalités proposées quant à la présence de la FAO et aux services fournis par l'Organisation dans le cadre du réseau de bureaux décentralisés dans la sous-région Pacifique. Certains participants ont indiqué que, bien que leur gouvernement ait demandé à la FAO de leur fournir des informations supplémentaires sur le fonctionnement des bureaux à accréditation multiple, il était crucial que les pays insulaires du Pacifique travaillent ensemble, de manière indivisible, et adhéraient donc au consensus.

8. Les participants sont convenus que tous les Membres de la FAO de la sous-région Pacifique devaient être informés de la décision prise lors de la réunion ministérielle avant qu'un avis officiel ne soit transmis à la FAO. Collectivement, le Pacifique peut avoir une influence positive et apporter des solutions intéressantes aux difficultés de la sous-région dans son ensemble, et favoriser une collaboration plus efficace, l'inclusion et des partenariats durables afin d'atteindre les objectifs de tous les pays insulaires du Pacifique en matière de développement durable.

9. En outre, compte tenu des contraintes liées au budget et aux ressources du Bureau sous-régional pour le Pacifique, les participants sont convenus de continuer à réfléchir à des moyens d'affecter plus judicieusement des fonds et des ressources accrus au sein de la sous-région, en fonction des besoins et des contextes nationaux.

10. Par ailleurs, les participants ont rappelé l'importance des cadres internationaux et régionaux existants, notamment le Programme 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD), les Orientations de Samoa et le Cadre pour le régionalisme du Pacifique, et de leurs liens avec les objectifs du Plan d'action mondial pour les petits États insulaires en développement (PEID) et du Cadre de programmation commun pour les pays du Pacifique (2018-2022). Ces cadres continueront d'étayer et de guider les travaux de la FAO et d'autres organisations régionales et internationales, ainsi que des partenaires de développement, à l'appui du renforcement du développement durable dans le Pacifique.

Améliorer la représentation/participation du Pacifique au sein des comités pertinents de la FAO

11. Les participants ont pris note de la représentation du Pacifique au sein du Conseil et des comités de la FAO: Conseil de la FAO – Australie; Comité financier – Australie; Comité du Programme – Nouvelle-Zélande; Comité des questions constitutionnelles et juridiques – Fidji. Ils ont salué la contribution de l'Australie, des Fidji et de la Nouvelle-Zélande aux travaux de la FAO et ont remercié ces pays de représenter et de promouvoir, dans la mesure du possible, les intérêts et les préoccupations du Pacifique dans le cadre des activités de l'Organisation.

12. Les participants ont appris que la réunion des pays insulaires du Pacifique sur le Dialogue de Talanoa, tenue récemment à Rome, avait mis en évidence la nécessité de renforcer la présence et la participation de ces pays au sein du Conseil et des comités de la FAO, de sorte qu'ils puissent influencer et orienter les débats et les décisions relatifs à des questions importantes pour le Pacifique. Plus particulièrement, les participants ont été exhortés à envisager de participer aux travaux des divers comités techniques de la FAO. En dépit des contraintes nationales liées au budget et aux ressources qui découlent du fait de disposer d'une représentation spécifique à Rome, les ministres ont été appelés à réfléchir à des moyens de renforcer la présence et la contribution du Pacifique aux travaux de la FAO, y compris par un appui et une assistance accrus du Bureau sous-régional aux pays insulaires du Pacifique.

13. Les participants ont demandé que des consultations plus larges et plus régulières soient organisées entre les missions à Rome et les capitales du Pacifique sur les questions importantes pour la sous-région. À cet égard, ils ont été ravis d'apprendre que les missions du Pacifique à Bruxelles travaillaient désormais aussi sur des questions intéressant la FAO et que certaines avaient même obtenu une accréditation complète auprès de l'Organisation.

14. Les participants sont convenus d'encourager le renforcement de la coordination et de la collaboration entre les pays insulaires du Pacifique, le Bureau sous-régional de la FAO et la Communauté du Pacifique s'agissant des travaux du Conseil et des comités de l'Organisation, y compris les préparatifs des diverses réunions du Conseil et de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique (Bhoutan, 2020).

Autres questions

15. Les participants sont également convenus:
- i. d'organiser des consultations au sujet des mesures prises par les pays insulaires du Pacifique en préparation de la session de 2020 de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, qui se tiendra au Bhoutan;
 - ii. de plaider vivement en faveur de la tenue d'une réunion sur les pays insulaires du Pacifique dans les communiqués des réunions conjointes de la FAO et des ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de la CPS, y compris la prochaine Conférence régionale et les autres réunions futures de la FAO;
 - iii. d'encourager fortement l'Organisation à consulter les pays insulaires du Pacifique sur les questions nécessitant une attention particulière avant les futures réunions conjointes de la FAO et des ministres de l'agriculture et des forêts des pays membres de la CPS;
 - iv. de continuer à profiter de la Semaine de l'agriculture dans le Pacifique pour organiser des réunions des ministres de pays Membres de la FAO appartenant à la sous-région, afin que ceux-ci puissent examiner les progrès accomplis au regard des questions soulevées.

Apia (Samoa), le 3 octobre 2019